

Afin d'atteindre les OMD, de faire face aux crises alimentaire, climatique... :
Mettons en place à l'échelle mondiale une Taxe sur les Transactions en Devises comme nouvelle source de Financement du Développement (CTT for FfD)ⁱ

De nombreux chefs d'État et de gouvernement vont se rassembler à New York du 22 au 26 septembre pour la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le cadre de l'ouverture de la 63^e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Puis, du 29 novembre au 2 décembre, la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey (Follow-up International Conference on Financing for Development to Review the Implementation of the Monterrey Consensus) aura lieu à Doha, capitale du Qatar.

L'article 2 du Consensus de Monterrey sur le financement du développement (mars 2002) expose que : « Nous notons avec inquiétude que selon les estimations les plus récentes, les ressources mobilisées sont tout à fait insuffisantes pour réaliser les objectifs de la communauté internationale en matière de développement, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire. »

Tout le monde admet aujourd'hui qu'il est pratiquement impossible d'atteindre les OMD à la date initialement prévue, principalement car l'indispensable changement de tendance dans le financement du développement n'a pas lieu. C'est pourquoi nous nous trouvons dans une situation politique internationale aussi paradoxale qu'injustifiable : a) d'une part, un renouvellement de l'adhésion aux OMD au plus haut niveau va certainement avoir lieu à New York, accompagné de grands discours totalement dépourvus d'engagements efficaces pour les atteindre ; b) d'autre part, une révision du Consensus de Monterrey sera présentée à Doha et sera très probablement aussi acceptée avec pratiquement les mêmes paroles qu'il y a six ans sans fournir, une fois de plus, les moyens nécessaires à sa mise en œuvre. Ainsi, rien ne permettra de résoudre la constatation claire exposée à l'article 2 (cité dans le paragraphe précédent), surtout lorsque les crises alimentaire, climatique et autres menacent l'humanité entière.

À l'initiative du Forum Mondial des Réseaux de la Société Civile – UBUNTU, les personnes et les organisations de la société civile internationale qui signons ce communiqué voulons dire STOP à tant de discours superficiels, STOP à tant de déclarations illusoires, STOP à tant d'inactivité et d'apathie.

Nous souhaitons également dire qu'il existe des solutions, que nous proposons. Nous demandons qu'elles soient discutées, adoptées et, surtout, mises en place immédiatement après, entre la réunion de New York et celle de Doha.

Dans ce communiqué, qui n'est pas exhaustif, nous nous concentrons sur une mesure qui nous semble indispensable et, outre nous offrir des solutions très concrètes, elle nous situerait dans un cadre international de travail et d'élaboration. C'est en effet à partir de ce cadre, celui de Nations unies réformées et renforcées, qu'il est aujourd'hui indispensable d'affronter les problèmes qui se posent à l'humanité tout entière.

CONCRÈTEMENT, NOUS PROPOSONS QUE LA RÉUNION DE DOHA DÉBOUCHE SUR LA MISE EN PLACE d'une taxe mondiale sur les transactions en devises (TTM pour le FfD), entendue comme une source supplémentaire, prévisible, régulière et durable de financement du développement. Ce prélèvement serait destiné à des fonds multilatéraux des Nations unies et utilisé en priorité pour atteindre les OMD en 2015.

Cette mesure :

- a) permettrait, selon les études des groupes techniques d'Action contre la faim et la pauvreté (sous la houlette du Brésil, de la France, du Chili, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de l'Allemagne...), de collecter via une très faible taxe « un montant significatif de fonds pour le développement sans perturber le fonctionnement normal du marché ». Selon les dirigeants de certains des pays mentionnés, les taxes mondiales devraient être considérées comme une contrepartie « normale » aux bénéfices qui, pour les grands groupes financiers transnationaux, proviennent de la mondialisation. Nous partageons entièrement ce point de vue !
- b) serait, de l'avis même du secrétaire général des Nations unies, le fruit d'un « nouvel intérêt concernant une éventuelle contribution pour le développement sur les transferts de devises de 0,005 % ; une taxe infime [...] pouvant générer des milliards de dollars destinés au développement. [...] Ces taxes concernent plus d'un pays, c'est pourquoi il convient de les mettre en place dans un cadre de coopération entre les paysⁱⁱ ».
- c) repose sur des bases mondiales, car la localisation et la territorialité sont insignifiantes dans le FOREX (Foreign Exchange Market), le marché où l'échange de devises a lieuⁱⁱⁱ. Ainsi, la TTM que nous proposons peut être mise en place au niveau du secteur financier mondial et

directement transférée à un fonds multilatéral des Nations unies, ce qui contribuerait énormément à renforcer le rôle de l'organisation dans l'accomplissement des OMD.

EN DÉFINITIVE, NOUS PROPOSONS QUE LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT REPOSE ÉGALEMENT, OUTRE SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (QUI DOIT ÉVIDEMMENT DÉJÀ ATTEINDRE, SANS PLUS ATTENDRE, 0,7 % DU PIB DES PAYS RICHES ET PUISSANTS), **SUR UNE REDISTRIBUTION INDISPENSABLE ET JUSTE DE LA RICHESSE ECONOMIQUE CRÉÉE DANS LE MONDE.**

Cette redistribution ne peut être garantie que par un système d'organisations internationales réformé, qui, comme nous ne cessons de le répéter dans le cadre de notre « CAMPAGNE MONDIALE POUR UNE RÉFORME EN PROFONDEUR DU SYSTÈME DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES », doit évoluer vers un nouveau système de gouvernance démocratique mondiale capable, entre autres, de recouvrer et de gérer ces taxes mondiales.

Federico Mayor

Mario Soares

Susan George

Author and Board Chair of Transnational Institute

Noam Chomsky

Aminata Traoré

ASF - African Social Forum

Kailash Satyarthi

Global March Against Child Labour

Margaret O. Blomberg

NFO Committee on Financing for Development (FfD)

Cândido Grzybowski

IBASE - Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas

Chico Whitaker

Right Livelihood Award; Brazilian Commission Justice and Peace

Roberto Savio

IPS - Inter Press Service

Saskia Sassen

Committee on Global Thought Columbia University

John Foster

North South Institute & Social Watch

Gigi Francisco

DAWN

Tomas Magnusson

IPB - International Peace Bureau

Miquel de Paladella

Global Movement for Children

Ricardo Díez Hochleitner

Honorary President Club of Rome

Herman Spanjaard

IPPNW -International Physicians for the Prevention of Nuclear War

Mary-Winne Ashford

Past Co-President of International Physicians for the Prevention of Nuclear War

Shula Koenig

PDHRE-People's Movement for Human Rights Learning

Sara Longwe

FEMNET - African Women's Development and Communication Network

Fatma Alloo

DAWN - Development Alternatives with Women for a New Era

Meja Vitalis

AFRODAD - African Forum and Network on Debt and Development

Elizabeth Eilor

AWEAPON - African Women's Economic Policy Network

Martin Tsounkeu

ADIN – Africa Development Interchange Network

Nadia Johnson

WEDO - Woman Environment Development Organization

Philo Morris

Medical Mission Sisters

Mohammed Fayek

Arab Organization For Human Rights

Marino Busdachin

UNPO – Unrepresented Nations and Peoples Organisation

Rómulo Torres

LATINDADD - Red Latinoamericana sobre Deuda, Desarrollo y Derechos

Ernesto Lamas

AMARC ALC - Asoc. Mundial Radios Comunitarias - América Latina Caribe

Felix Dodds

Stakeholder Forum

Fintan Farrell

European Anti Poverty Network

Martí Olivella

Alliance for Responsible, Plural and United World

Vicente García

CIVICUS - UN representative

Francine Mestrum

AEDH - Agence européenne pour la défense des droits de l'homme

Arcadi Oliveras

Justice and Peace Europe

Jorge Nieto

Centro Internacional para la Cultura Democrática

Miquel Àngel Essoba

Centre UNESCO de Catalunya

Fèlix Martí

President Honorari Linguapax

Antoni Giró

Rector UPC - Universitat Politècnica de Catalunya

Richard A. Falk

Princeton University; California University

Andrew Strauss

Widener University School of Law, USA

Hall Gardner

Professor American University of Paris

Josep Ferrer

Professor Universitat Politècnica de Catalunya – UPC

Ferran Requejo

Professor Universitat Pompeu Fabra – UPF

Sean O Siochru

CRIS - Communication Rights in Information Society Campaign

Josep Xercavins

UBUNTU Forum Ad Hoc Secretariat, professor UPC

ⁱ En anglais, «Currency Transaction Tax for Financing Development» (CTT for FfD). La proposition fait référence à la mise en place d'une très faible taxe (de l'ordre de 0,005 %) sur les mouvements internationaux de devises. Étant donné l'importante quantité d'argent échangée sur le marché, l'instauration de cette taxe permettrait de collecter des fonds considérables pour le développement.

ⁱⁱ Avec la taxe mentionnée par le secrétaire général des Nations unies, la quantité collectée serait, d'après les estimations existantes, d'environ plus de 50 % du total de l'aide publique au développement (APD) mondiale en 2007. Ces deux montants additionnés (prélèvements de la TTM + APD) équivaldraient aux fonds nécessaires pour atteindre les OMD, selon les estimations de Jeffrey Sachs de 2005.

ⁱⁱⁱ Le marché mondial d'échange de devises ou Forex (abréviation anglaise de *Foreign Exchange Market*) est le plus important marché financier existant. Ce marché n'est, en général, soumis à aucun contrôle fiscal, étant donné que ses caractéristiques technologiques (dont l'évolution a obtenu l'approbation des principales banques centrales mondiales) le définissent comme pratiquement mondialisé. Les mouvements d'argent sur ce marché sont essentiellement spéculatifs, toujours dans le but d'augmenter les bénéfices des grands groupes financiers transnationaux. La mise en place de la TTM que nous proposons serait la première expérience de redistribution des richesses créées sur ce marché.